

ISRAËL-PALESTINE : UNE GUERRE SANS FIN ?

Comme l'affirme, à juste titre, Claude Cartigny dans ce numéro, « paradoxalement, le conflit israélo-palestinien, le plus vieux conflit de l'histoire contemporaine, est aussi celui dont tout le monde connaît la solution : la création d'un État palestinien dans des frontières viables et reconnues, donnant enfin au peuple arabe de Palestine le droit de vivre en dehors du statut de sujétion et d'infériorité dans lequel il se trouve actuellement enfermé ».

Malgré les injonctions de la communauté internationale à l'égard d'Israël, rien n'y fait. Celui-ci, s'appuyant sur son puissant allié américain et sur le formidable déséquilibre de puissance dont il jouit, laisse pourrir le conflit, torpille toute esquisse de négociation sérieuse et d'espoir de paix, bref joue la montre sachant que le temps joue en sa faveur, notamment sur un aspect important du contentieux, celui des réfugiés palestiniens.

Car voilà soixante ans que le conflit israélo-arabe, comme on l'appelle en Occident, la colonisation sioniste en Palestine, comme on la nomme dans le monde arabe et nombre de pays du Tiers monde s'est installé. En 1948, pour le peuple palestinien, c'est la *Nakba* (la « Catastrophe »). Aujourd'hui ce terme s'est imposé dans le monde entier et, seuls les négationnistes qui refusent de reconnaître le prix terrible payé par la population indigène de Palestine afin que se constitue l'État juif, évitent son usage. Car la guerre est aussi une guerre des mots. *Intifada* a également fait le tour du monde et n'a pas besoin d'être traduit.

À l'évidence, ce conflit est l'une des principales causes de tensions dans toute la région moyen-orientale et mobilise toutes les entités mondiales qui pèsent pour tenter d'y trouver

une issue acceptable par les parties. On n'ose faire la liste de toutes les conférences internationales, rencontres, négociations, prises de contacts, et autres richesses de la diplomatie pour mettre fin au conflit.

Mais à l'ombre de ce front diplomatique, les conditions de vie de plusieurs millions de Palestiniens se dégradent. La colonisation se poursuit à Jérusalem Est et en Cisjordanie dont le territoire, de plus en plus morcelé, n'a plus de continuité. Malgré les plus hautes condamnations juridiques internationales, le Mur s'étend, les checkpoints se multiplient rendant au quotidien la vie infernale aux Palestiniens et donnant de moins en moins de corps à la perspective d'un État palestinien viable.

Soixante années après la *Nakba*, les juifs israéliens sont solidement installés, colonisent toujours, occupent et soumettent les Palestiniens leur conférant un statut d'occupés.

Les contributions réunies dans ce dossier de *Recherches internationales* se proposent d'éclairer divers aspects de ce conflit.

Claude Cartigny revient longuement sur la démarche de négociations initiée par le processus d'Oslo à partir de 1993. Entamé il y a trente ans, ce processus a soulevé beaucoup d'espoirs. Les retards et les fausses promesses accumulés par Israël ont conduit à l'impasse et aux provocations de septembre 2000. L'arrivée de G. Bush et d'A. Sharon au pouvoir, la mort de Y. Arafat en novembre 2004, ont définitivement enterré Oslo. Un nouveau processus a été enclenché par la conférence d'Annapolis le 27 novembre 2007, mais dans des conditions telles qu'il est très peu probable que la voie de la paix soit réellement à portée de main, dès lors qu'Israël exige d'être reconnu au terme de ces négociations comme État juif.

Pour Alain Joxe, l'attitude méthodiquement adoptée par Israël de violation constante de toutes les résolutions du Conseil de sécurité et de la législation internationale, avec l'appui inconditionnel des États-Unis et le soutien tacite de l'Union européenne relève d'une attitude ethnocidaire. Mettre fin au régime d'apartheid militarisé qui règne en Israël/Palestine suppose qu'au côté d'un État palestinien reconnu et viable, la condition de la survie régionale d'Israël se réalise à travers un État-nation pluricommunautaire rompant avec le sionisme et une posture coloniale recherchant l'alliance de la droite américaine.

Bernard Ravenel situe dans la dimension nucléaire une des clés d'explication de la posture israélienne sur la durée. Cette grille de lecture explique comment Israël, s'étant doté de l'arme nucléaire, entend en rester, à l'abri du parapluie américain, le seul détenteur dans la région. Cette décision d'établir une suprématie militaire totale lui permet de refuser tout compromis politique et rend compte de l'exceptionnelle durée du conflit ainsi que de sa stratégie de « contre-prolifération » nucléaire à l'égard des pays avoisinants ¹.

La durée du conflit interpelle chaque camp et suscite interrogations. En Israël, l'histoire officielle sur la création du pays a été revisitée par les nouveaux historiens qui ont remis en cause les certitudes – ou mensonges – établis. L'historien israélien Ilan Pappé montre comment un nouveau courant historiographique a surgi à l'aube des années 2000 - le sionisme néo-classique - soulignant combien la lutte pour la mémoire reste l'un des champs de bataille les plus cruciaux qui tenaille la société israélienne. Le point de vue sioniste néo-classique milite pour un Israël qui s'étendrait sur ses frontières actuelles et sur près de la moitié de la Cisjordanie. L'État palestinien serait réduit à la bande de Gaza et à l'autre moitié de la Cisjordanie. Aucun droit de retour ne serait autorisé aux réfugiés palestiniens.

Du côté palestinien, Aude Signoles revient sur des questions qui font débat après le processus d'Oslo (1993-2000) et montre que le refus de celui-ci a cristallisé les débats internes. À ses yeux, le processus de construction étatique que la paix d'Oslo génère est impulsé dans un contexte d'inachèvement de la lutte nationale et met les dirigeants palestiniens devant un dilemme : continuer à concentrer les efforts sur la libération territoriale ou bien travailler désormais, en priorité, à la construction de l'État.

Le problème des réfugiés palestiniens – conséquence de la *Nakba* – est revisité par Sylviane de Wangen qui considère qu'il constitue l'un des nœuds de la question palestinienne et donc du conflit israélo-palestinien. La question des réfugiés palestiniens est inédite au xx^e siècle, complexe, difficile à cause de sa longévité, mais elle n'est pas insoluble. Mélant de

¹ Sur ce thème nous renvoyons également à l'article de Camille Mansour, « Israël et la bombe », *Recherches internationales*, n° 79, juillet-septembre 2007, pp. 157-168.

façon inextricable des droits collectifs et des droits individuels, sa dimension politique non seulement ne peut pas être esquivée, mais elle est celle par laquelle la solution sera trouvée.

En soixante années, le conflit, né d'une problématique de récupération territoriale et d'une aspiration nationale, s'est trouvé happé par une dimension religieuse et, signe de désespérance, par des formes de luttes – attentats suicides – rendant la mobilisation de la solidarité internationale plus difficile. À cela, s'est ajoutées ses divisions fratricides et meurtrières. Les interviews de deux responsables d'organisations françaises de solidarité avec la Palestine [Bernard Ravenel et Fernand Tuil] en montrent la richesse et les difficultés.

À l'évidence ce conflit n'est pas près de finir. Aujourd'hui dans les territoires palestiniens c'est l'occupant israélien qui détient les pouvoirs réels sur l'économie, sur la liberté de mouvement, sur la vie quotidienne. Une satisfaction des droits des Palestiniens ne paraît pas à portée de mains. Mais il est possible d'alléger leur souffrance sans attendre. Sur cet aspect aussi, la responsabilité de la communauté internationale est écrasante.